



17 AVRIL 2024  
COMMUNIQUE DE PRESSE

## ECONOMIE BLEUE EN TUNISIE : UN POTENTIEL A SAISIR ET DES RISQUES A EVITER

Les activités économiques en relation avec la mer et le littoral représentent ensemble près de 16% du PIB en Tunisie. A leur tête le tourisme balnéaire qui à lui seul dépasse les 13%. La pêche et l'aquaculture, l'extraction de pétrole et de gaz offshore et le transport maritime, quant à eux font ensemble 3% du PIB.

L'ensemble de ces activités sont cependant utilisatrices de ressources du littoral et de la mer et génératrices de nuisances environnementales. Menaçant parfois la durabilité des écosystèmes marins et côtiers. On parle d'économie bleue, quand l'ensemble de ces activités se concilient avec l'environnement et les milieux naturels, tout en assurant la durabilité économique et sociale.

L'économie bleue est ainsi une économie efficiente en termes d'utilisation de ressources naturelles, basée sur des modes de consommation et de production durables, tout en favorisant le bien-être humain et l'équité sociale. L'économie bleue doit surtout permettre de réduire de manière significative les risques environnementaux et les pénuries écologiques.

« Nous, Association Racines et Développement Durable (RDD), présentons aujourd'hui l'état des lieux de l'économie bleue en Tunisie. Un document de base et d'une grande importance qui présente les activités socioéconomiques tunisiennes sur le littoral et en relation avec la mer sous un angle de durabilité » a indiqué M. Samir Meddeb, président de l'association RDD. « Ce document est présenté lors d'une journée d'étude constituant un dialogue national comprenant conférences, témoignages et ateliers de travail avec les diverses parties prenantes pour débattre de l'état des lieux et des alternatives de durabilité de l'économie bleue en Tunisie » a-t-il précisé.

Le projet s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et l'association de droit tunisien Racines et Développement Durable (RDD). Il s'inscrit dans les activités du programme Switch Med, financé par la Commission européenne, mis en œuvre par le PNUE et animé par le Ministère de l'environnement sur le plan national. Le programme SwitchMed a pour but d'accompagner huit pays de la rive sud de la Méditerranée pour développer et mettre en œuvre des politiques afin d'adopter des modes de consommation et de production durables (MCPD).

Des opportunités existent pour propulser, diversifier et valoriser les activités socioéconomiques littorales et marines en Tunisie pour en faire une réelle économie bleue. Toutefois, des défis et des obstacles persistent : sur le plan juridique et institutionnel ; au niveau de la connaissance du capital marin et côtier ; par rapport à la maîtrise de la pollution, notamment d'origine tellurique ; en matière de pratiques et de modes de gestion des ressources et des espaces ; et des capacités des ressources humaines et de la participation des acteurs.

« Pour faire face à ces défis et pour mieux saisir les opportunités, il faudra savoir comment faire pour que les activités économiques exercées sur le littoral et la mer soient durables et inclusives ? Quelles nouvelles activités innovantes devront être développées pour soutenir l'économie bleue ? Quels instruments de politiques publiques devront être déployés ? Selon quel mode de gouvernance ? Et quel rôle pour les acteurs économiques et de la société d'une manière générale ? » a soutenu M. Mounir Majdoub, expert et auteur principal de ce document.

« Il est urgent d'abord d'améliorer les connaissances et les données pour une prise de décision éclairée et de remédier à l'évaluation inadéquate du capital naturel, avant d'enrayer les tendances économiques actuelles qui dégradent rapidement les ressources marines. Il faudra également dépasser les approches de gestion sectorielle isolées et non-intégrées, tout en appliquant les solutions adéquates aux limites de capacités du capital humain en intégrant les femmes et les jeunes dans nos nouvelles approches » a fait dégager l'étude.

« Il existe une multitude d'acteurs, directement concernés par l'économie bleue, dont les organisations professionnelles du secteur privé, les institutions de recherche et de formation, les associations de la société civile et les populations côtières, ainsi que les médias. L'implication de l'ensemble de ces acteurs, étatiques et autres, s'avère nécessaire pour l'instauration d'une gouvernance éclairée et concertée de l'économie bleue en Tunisie » ont souligné les auteurs de l'étude

Pour plus d'informations, contacter :

Samir Meddeb : Mob : 00216.28640620, email : samgeop17@outlook.com

Mounir Majdoub : Mob : 00216.98207862, email : mounir.majdoub@gmail.com